



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Direction de la Coordination Interministérielle
et de l'Action Départementale
Bureau des installations classées

Arrêté préfectoral du 5 juillet 2017

N° 35857-1

autorisant M. Philippe BOUGEARD, dont
l'exploitation est située au lieu-dit « La Rue
Close » à MAXENT, à créer une unité de
compostage de fumiers de volailles et mettre à
jour le plan d'épandage.

LE PRÉFET de la RÉGION de BRETAGNE
PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

VU le Code de l'Environnement et notamment son titre 1er du livre V et la nomenclature des installations classées ;

VU la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, ou directive IED ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié, relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 mars 2014 établissant le programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 2015 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2015, relatif à l'approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, par le Préfet coordonnateur.

VU la lettre d'instruction du Préfet de Région du 30 novembre 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 35857 délivré le 18 mai 2006, autorisant le GAEC DE LA RUE CLOSE à exploiter un élevage de volailles au lieu-dit « La Rue Close » à MAXENT ;

VU le récépissé de déclaration de succession n° 40596 délivré le 21 novembre 2012 à M. Philippe BOUGEARD, en vue de succéder au GAEC DE LA RUE CLOSE dans l'exploitation d'un élevage de volailles au lieu-dit « La Rue Close » à MAXENT ;

VU la demande présentée le 12 avril 2017 par M. Philippe BOUGEARD ayant pour objet la création d'une unité de compostage de fumiers de volailles et la mise à jour du plan d'épandage ;

VU les plans joints à la demande ;

VU l'avis de l'inspecteur des installations classées reçu le 26 juin 2017 ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L 511-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions techniques d'exploitation sont de nature à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant permettront de limiter les nuisances olfactives et sonores ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du programme d'actions au titre de la Directive Nitrate s'appliquent à toutes les exploitations ;

CONSIDÉRANT :

- que les effectifs restent inchangés : 72 000 animaux-équivalents ;
- que l'ensemble des fumiers sera transformé en compost normalisé ;
- que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, sont respectées ;
- que les seuils réglementaires pour l'azote et le phosphore sont respectés ;
- que les prescriptions liées aux épandages sont respectées ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'ILLE-et-VILAINE ;

A R R Ê T E

Article 1er – L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n°35857 du 18 mai 2006 est modifié comme suit :

« M. Philippe BOUGEARD est autorisé à exploiter un élevage de volailles au lieu-dit « La Rue Close » à MAXENT.

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	A,E,D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2111-1		A	Volailles	Volailles de chair	Animaux Équivalents	40 000	72 000
3660-a		A	Volailles	Volailles de chair	Emplacement	40 000	54 000

A : (autorisation) ; E : (enregistrement) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Type d'animal	Nombre
Volailles	72 000 AE

Article 2 – L'article 7 alinéa 7.1 de l'arrêté n° 35857 du 18 mai 2006 est modifié comme suit :

L'ensemble des fumiers sera transformé en produit répondant à la norme NFU 44-051, soit 336 tonnes de compost, et sera commercialisé par l'éleveur.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les produits doivent disposer d'une homologation ou, à défaut, d'une autorisation provisoire de vente, ou être conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultat définies par les spécifications de la norme, de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

Une évaluation régulière des risques qui peuvent résulter de la présence éventuelle de germes pathogènes pour l'homme et les animaux, de substances phytotoxiques pour les cultures et d'éléments traces métalliques, doit être réalisée en vue de la mise sur le marché du produit.

À cette fin, l'exploitant met en place les procédures de contrôle et analyses nécessaires en définissant par écrit le lot de fabrication et la procédure d'échantillonnage adaptée.

Les analyses portent au minimum les paramètres suivants :

- matières sèches ;
- matières minérales ;
- matières organiques ;
- azote total et N-NH₄ ;
- P₂O₅ ;
- K₂O ;
- éléments traces métalliques (cadmium, mercure, plomb, chrome, cuivre, nickel, sélénium, zinc, arsenic, molybdène) ;
- agents pathogènes (œufs d'helminthes, listeria monocytogenes, salmonelles) ;
- agents indicateurs (Escherichia coli, clostridium, perfringens, entérocoques) .

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

LES AUTRES ARTICLES SANS CHANGEMENT

Article 3 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine et l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au maire de MAXENT.

Pour le Préfet,
Le secrétaire général,

Denis CLAGNON